



Sommaire de Vigilances n°113 **Eté 2015**

Edito – Regarder la croissance zéro en face page 1
Un thème de travail important pour le club, par le « groupe croissance zéro »

Groupes de travail

Croissance zéro
Comment faire plus de social avec moins d'argent page 2
Audition du Président du groupe SOS au cours d'une matinale du club
Partager le travail, une solution ? page 3
Jérôme Cazes lance un débat
Groupe long terme page 4
Les derniers cartons rouges et cartons verts
Groupe compromis page 5
Audition de l'auteur du *Petit traité du compromis – L'art de la concession*
Groupe Les digitaux page 6

Alertes

Ukraine et Russie pages 7 à 9
Pourquoi la France ne protège pas vraiment l'Ukraine, par Philippe Bois
Pourquoi la Russie fait peur à l'historienne Françoise Thom
Grèce page 10
Un nouveau traité de Versailles ? par Bernard Bougel
Migrants page 11
Et si nous changions de perspective ? par Bernard Bougel
Economie page 12
Numérisation réductrice ou créatrice d'emplois ? par Philippe Tixier

A Débattre

L'empire de la marge page 13
Jean-Luc Heinrich lance le débat sur les marges excessives et leurs conséquences

Vie du club

Une matinale avec François de Closets page 14
Compte rendu des échanges avec l'auteur de *La France à quitte ou double*
Jacques Andréani nous a quittés page 16
Philippe Bois rend hommage au grand diplomate

Vigilances N° 113

La lettre du Club des Vigilants



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Été 2015

Regarder la croissance zéro en face

La croissance zéro est désormais une éventualité qu'il nous faut regarder en face. Sans qu'on puisse parler de consensus, un nombre suffisant d'économistes respectés la prennent au sérieux. **Pour des politiques c'est une hypothèse encore indicible.** On ne peut leur en vouloir. Des cercles de pensée indépendants comme le Club des Vigilants ont donc un rôle important à jouer en examinant les conséquences qu'aurait une telle tendance si elle se vérifiait.

Ce « zéro » qui frappe les esprits doit être entendu comme synonyme de croissance faible ou très faible ; **inférieure aux 2%** et plus qui permettent de résorber le chômage et d'assurer le financement de la protection sociale dans un pays comme la France. Il s'agirait d'une **tendance de moyen, voire de long terme**, qui affecterait principalement les **économies matures, notamment l'Europe et en particulier la France**. Tous les pays dont la croissance n'est pas dopée par des phénomènes de décollage ou de rattrapage.

Ce ralentissement durable de la croissance aurait des **aspects positifs**. Une croissance plus frugale des pays riches est indispensable si nous voulons que la planète supporte 10 milliards d'hommes vivant convenablement. **Encore faut-il organiser cette frugalité.** Un Français qui anticipe une évolution moins favorable de son pouvoir d'achat peut isoler son logement pour abaisser ses coûts de chauffage ; mais il peut aussi garder plus longtemps sa vieille voiture qui pollue et consomme. Cette croissance ralentie, voire évanouie, devrait donner tout leur sens à des innovations qui permettent de faire plus avec moins : économie de partage, innovation frugale. Elle modifierait profondément nos rapports au travail, à l'échange, aux bricolages en tous genres...

On peut d'ailleurs se demander si la société n'a pas déjà commencé à s'adapter plus ou moins consciemment à cette croissance zéro qui risque de s'installer.

Un **groupe de travail du Club des Vigilants** échange sur ce sujet depuis plusieurs mois (contact pascale.carle@gmail.com) ; ses membres ont produit plusieurs textes et invité Jean-Marc Borello à intervenir lors de l'une de nos Matinales (voir ci-après). Ce groupe de travail est **ouvert à tous les échanges**, notamment avec d'autres clubs de réflexion ou think tank souhaitant travailler sur le même sujet.

Groupe croissance zéro

Groupes de travail

Croissance zéro

Comment faire plus de social avec moins d'argent



La France d'aujourd'hui est une grosse machine à exclure forcée à **dépenser beaucoup d'argent pour essayer d'inclure ceux qu'elle a elle-même exclus**. Cette idée a été exprimée par Jean-Marc Borello le 18 juin au cours d'une Matinale du Club des Vigilants. La question posée par les Vigilants au Président du Groupe d'économie sociale SOS, (12 000 salariés) était : « *Comment rester une société solidaire lorsque l'argent public se fait rare* » ? Le Club s'interroge en effet sur ce que pourrait être le fonctionnement de notre société si la croissance très lente ou la croissance zéro s'installait, nettement en dessous des 2% nécessaires, d'après Pascal Lamy, autre invité récent du Club, pour financer le filet social cher aux

Européens, et en particulier aux Français.

Première réponse donc, évoluer vers une société plus « inclusive ». « **Tout ce qui est urgence coûte cher** », a dit encore l'orateur, évoquant les centres d'accueil de SDF encombrés de « *ni-ni* », des migrants qu'on ne peut ni régulariser ni expulser. Il a développé un autre de ses exemples favorisés de dépenses publiques absurdes, en l'occurrence les coûteux logements d'urgence en « hôtel » de familles (souvent réduites à la mère) qui sont à la rue. Le système des logements intermédiaires locatifs, des appartements vides confiés par leurs propriétaires à l'association pour deux ans, permet de réduire la facture pour la collectivité de 40% tout en offrant de bien meilleures conditions de vie aux familles secourues que les « *marchands de sommeil* ».

Déclarant employer environ 12 000 salariés dans des activités qui vont de l'hébergement des SDF à la gestion de cliniques et de maisons de retraite en passant par la protection sociale de l'enfance et la protection judiciaire de la jeunesse, le patron du Groupe SOS affiche une trentaine d'années d'expérience.

L'action du Groupe repose sur quelques principes, à commencer par l'idée que tout une partie des activités (maisons de retraite, cliniques...) doit être à l'équilibre, autofinancée et doit même dégager des excédents permettant de financer d'autres activités en perte. Holding d'associations, le Groupe ne fait pas de bénéfice et ne rémunère pas d'actionnaires (mais il est propriétaire de son bâti, évalué à 400 millions d'euros). Il a, d'une certaine manière, anticipé sur la rareté de l'argent public. **On ne peut pas, estime Jean-Marc Borello, fonder de nos jours une activité sociale sur la chasse aux subventions**. Pour y arriver, le Groupe s'astreint, explique-t-il, à un train de vie modeste avec une échelle de salaires de 1 à 10 ; ce qui ne l'empêche pas, signe des temps, de recruter de brillants élèves de Grandes Ecoles.

Sauf dans les cas inévitables, type hébergement des SDF, il cherche à **éviter les systèmes « réservés aux pauvres »**. Crèches, cliniques et maisons de retraite sont ouvertes à tous. Objectif : abaisser les coûts au niveau des remboursements et aides dont peuvent bénéficier les usagers pour que le reste à charge soit nul.

Aspect central du dispositif, le Groupe cherche à être dans une **posture d'innovation et d'adaptation permanente** aux réalités du terrain qui évoluent beaucoup. **Un SDF ou un toxicomane d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec ceux d'il y a trente ans**. Pour ce faire chaque établissement doit, chaque année, faire remonter ses propositions d'innovation et d'adaptation. Cette souplesse, que n'ont pas les administrations, fait de ce genre de groupe un complément indispensable de l'action étatique dans une époque comme celle que nous vivons. Le Groupe SOS peut expérimenter des actions qu'il « *vend* », en cas de succès, aux pouvoirs publics. Exemple : les lits infirmiers, une manière de limiter les effets du cloisonnement administratif entre l'action sociale et l'action sanitaire proposée par le Groupe SOS. Concrètement il s'agit d'éviter qu'on remette à la rue des SDF, encore fragiles, que l'hôpital a soignés à grands frais ou qu'ils encombrant des lits d'hôpital trop coûteux pour une simple convalescence.

J-C H.

Veut-on s'attaquer au chômage ? Il faut mieux partager le travail.



Le principal fléau social dans notre société riche est le chômage. L'Etat y use sa crédibilité : chacun ayant maintenant compris que les entrepreneurs créent l'emploi, l'Etat invoque une croissance qui ne reviendra pas (voir les travaux du groupe du Club sur la croissance zéro) ou multiplie les aides plus ou moins aveugles aux entreprises.

Du coup, tout le monde de l'entreprise essaie d'attirer ces aides en argumentant sur sa contribution à l'emploi ! Le dernier exemple est la demande de Louis Gallois et de la Fabrique de l'Industrie d'une aide publique abaissant le coût des salaires intermédiaires – sans bien sûr supprimer l'aide aux bas salaires. On sent intuitivement que subventionner tous les salaires ne sert à rien, et des études économiques confirment l'inefficacité d'une telle mesure : **l'impact sur l'emploi d'une aide sur un salaire de 1,6 fois le smic (salaire médian) serait 15 fois moins efficace qu'une aide au niveau du Smic** (tout simplement parce que les salariés à ces niveaux sont plus en position de force, et que la baisse de charges augmente les salaires et pas l'emploi). La décision d'avancer sur le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu nous rappelle que les entreprises, dans leur mission de collecte des impôts et charges sociales, peuvent moduler en fonction des caractéristiques de leurs salariés. Dès lors, si la collectivité française veut vraiment aider les chômeurs, **pourquoi ne pas moduler le coût des cotisations sociales employeur (y compris des entrepreneurs indépendants) en faveur de ceux qui n'ont pas ou pas assez d'emploi ?** Le taux augmenterait avec le nombre total d'heures du salarié en partant de rien ou presque pour les premières heures. Car enfin, sans croissance, il faudra bien reconnaître que l'intuition populaire est juste et les beaux esprits ont tort : **oui, le travail se partage**. Quand il n'y en a pas assez pour tout le monde, la collectivité doit faciliter sa répartition : qu'il soit plus avantageux pour l'entreprise d'embaucher une personne ne travaillant pas, que de donner plus de travail à une personne travaillant déjà beaucoup.

(Et bien sûr également : faire une pause sur le smic, renoncer à la détaxation des heures supplémentaires et rapprocher les contrats à durée indéterminée et déterminée).

Jérôme Cazes

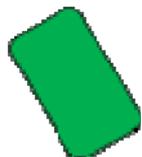
Précision : Jérôme a évoqué cette question du partage du travail au cours d'un conseil d'administration consacré au thème croissance zéro. Cependant il n'y a pas consensus sur la nécessité du partage du travail au sein du groupe de travail croissance zéro. Le groupe long terme en revanche s'est mis d'accord sur un carton rouge aux demandes d'allègement des charges sur les salaires médians (voir ci après).

Commentaires: Sur clubdesvigilants.com vous retrouverez également les commentaires de Jean-Luc Heinrich et Philippe Tixier. Jean-Luc s'inquiète de la concurrence déloyale d'européens sous payés sur les chantiers du bâtiment qui sont de gros consommateurs de main d'œuvre. Philippe, sans être totalement hostile à l'idée de partager le travail, souligne surtout qu'il ne faut pas que le partage du travail limite la compétition. Il serait favorable à un revenu minimum de type RSA plus un complément de type « success fee ». Il souligne également que la compétition internationale ne se fait plus sur les niveaux de salaire mais surtout le reste.

Groupe Long terme

Le petit observatoire du long terme – printemps été 2015

Le Petit Observatoire du Long Terme décerne tous les mois ses cartons rouges et ses cartons verts. Cartons verts aux bonnes pratiques : celles qui intègrent la préoccupation Long Terme dans nos décisions publiques (les décisions politiques) ou dans nos décisions privées (les comportements de particuliers, d'entreprises). Cartons rouges bien sûr aux mauvaises pratiques « court-termistes ».

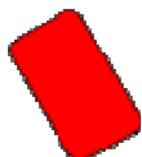


Carton vert à deux accords sur l'énergie qui marquent deux progrès

- Le premier est l'accord des pays du G7 (réunis début juin en Bavière) sur la décarbonisation de l'économie mondiale. Après l'accord il y a 5 ans sur l'objectif (ne pas dépasser les 2 degrés) il y a désormais un accord sur un "comment" : une baisse des rejets de CO2 de 40 à 70% d'ici 2050 par rapport à 2010.

- Quels moyens pour y arriver ? Une piste est notre second carton vert : l'appel lancé le 1^{er} juin dernier par 6 compagnies pétrolières et gazières européennes pour demander aux Etats et à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) d'accoucher d'un mécanisme de tarification du carbone cohérent avec l'objectif collectif de décarbonisation. Reste à bâtir un accord sur ce mécanisme...

Malgré ces deux accords la route reste évidemment fort longue.



Carton rouge aux demandes d'allègement des charges sur les salaires intermédiaires

La Fabrique de l'Industrie avec Louis Gallois proposent d'alléger les charges sur les salaires intermédiaires pour renforcer les marges des entreprises dynamiques et (via leur investissement et leur développement) créer des emplois. Cela sans supprimer l'aide aux bas salaires. On sent bien intuitivement que subventionner tous les salaires ne sert à rien. Et des études économiques confirment que l'impact sur l'emploi d'une aide sur un salaire de 1,6 fois le smic (salaire médian) serait 15 fois moins efficace qu'une aide au niveau du Smic (simplement parce que le salaire s'ajuste en grande partie à la hausse).

Le Petit Observatoire du Long Terme a été mis en place par le groupe Long Terme, animé par Philippe Bois avec Anne Beaufumé, Pierre Michel et Jérôme Cazes. Il est ouvert à tous les membres du Club des Vigilants et se réunit en principe le dernier mercredi du mois. Tous les membres du groupe peuvent proposer des cartons et les décisions sont prises par consensus des présents. Contact : Yves Buchsenschutz, yv.buz@noos.fr

Les précédents cartons verts

Climat : carton vert à l'engagement de trente villes européennes.

Les précédents cartons rouges

Soutien des élèves en difficulté : carton rouge à la centralisation de l'Education nationale.

Groupe compromis

Christian Thuderoz : La France apprend tout doucement l'art du compromis



La situation n'est pas désespérée. Les Français maîtrisent beaucoup moins que d'autres Européens l'art du compromis, mais ils font tout doucement des progrès qu'il faut encourager. Si on devait résumer en deux lignes sa conclusion modérément optimiste c'est ce qu'on pourrait dire de « l'audition » de Christian Thuderoz par le Club des Vigilants, le 16 avril dans le cadre d'une de ses Matinales.

Sociologue, enseignant à l'INSA de Lyon, intervenant en formation continue à l'ESSEC-Irénée, chercheur au CNRS, l'intervenant est aussi co-directeur de la revue *Négociations* et il a **publié cette année aux PUF un livre rare, intitulé *Petit traité du compromis (sous-titre : l'art de la***

concession). Livre rare car le sujet n'est que peu exploré en France, même si Thuderoz invoque Albert Camus et sa « pensée de midi ». Jérôme Cazes, ancien Président du Club, avait précisément pointé cette culture insuffisante du compromis comme un des handicaps de la France. **Le Club en a fait un de ses thèmes de réflexion.**

L'aversion française au compromis s'explique notamment par le jacobinisme et par une certaine conception de l'autorité, estime Thuderoz. Les dirigeants ont peur de se montrer faibles. **Un gouvernement engagé dans une réforme contestée « tient bon ». La négociation des compromis est d'autant plus difficile que les intérêts en jeu ne sont pas mis sur la table.**

Ils sont le plus souvent camouflés derrière l'invocation de « l'intérêt général ». D'ailleurs on comprend d'autant moins en France le mode de décision des institutions européennes que celles-ci avancent beaucoup par compromis successifs.

La définition même du compromis n'est souvent pas claire pour les Français. Il est souvent perçu comme « marchandage, renoncement, partage... ». Il est parfois confondu avec le consensus. Or on constate un consensus, éventuellement après négociation et compromis. Mais on bâtit un compromis. **Le compromis c'est « la gestion méthodique des divergences ».** Il suppose que les intérêts et les positions aient été clarifiés pour que commence le jeu des concessions. Les meilleurs sont souvent ceux qui sont facilités par un tiers, de type médiateur, estime Thuderoz.

En France cet art n'est pas enseigné, notamment dans les écoles qui forment les élites comme l'ont constaté à la fois l'intervenant et l'assistance. On apprend éventuellement l'art de la persuasion, de la « négociation » au sens commercial du terme, pas celui du compromis. Au Québec, où Christian Thuderoz a eu l'occasion de passer six mois, on enseigne « l'accommodement raisonnable » dès l'école. Pour autant la France évolue doucement. Christian Thuderoz croit aux vertus des rendez-vous sociaux réguliers, grandes conférences ou autres, dont le principe a été acté sous des formes différentes par la Droite et la Gauche (voir la loi Larcher). Il note régulièrement dans son journal des tentatives de solution par compromis (il cite par exemple le conflit autour de l'Hôtel-Dieu à Paris). Pour faire évoluer les mentalités il a insisté à plusieurs reprises sur la **nécessité de « populariser le récit » de ces compromis**, les mettre en valeur.



La solution est-elle politique ? Faut-il changer de constitution, de système électoral ? Le tripartisme de fait vers lequel nous allons va-t-il modifier la donne ? Christian Thuderoz attend plus du « progrès incrémental » et des évolutions à la base par multiplication des micro-compromis que des « grands soirs » venus d'en haut. Il a bien conscience que, pour beaucoup de Français, c'est « un bon 1936, un bon 1944 ou un bon 1968 » qui ont permis de faire avancer les choses. Pas pour lui. **Il n'attend rien d'une Sixième République** et le tripartisme ne va « ni aggraver, ni améliorer » la situation en la matière.

Au cours de cette passionnante rencontre on a également creusé quelques figures et contraintes de l'art du compromis. L'intervenant a expliqué les « compromis par dépassement » qui permettent, en ayant bien compris la position de l'autre, de trouver la troisième voie qui est la meilleure solution pour tout le monde. Il a évoqué les « conflits valoriels » (Wallons contre Flamands ou Islam contre laïcité) difficiles, parce qu'on « s'accorde plus facilement sur des intérêts que sur des valeurs ». Il a encore débattu de l'écoute et de la confiance : « tout dialogue n'est pas négociation et il est possible d'établir un compromis sans confiance préalable ». En revanche dans un compromis il y a promesse de respect des termes du compromis. Pour autant il ne faut pas, comme on le fait beaucoup trop en France, signer des accords d'entreprise « pour l'éternité », sans mention de durée. Les situations changent et obligent à renégocier.

Plusieurs intervenants ont enrichi le débat par l'évocation de leurs expériences de terrain, notamment Alain Grangé-Cabane, médiateur agréé par la Chambre de Commerce de Paris et Daniel Lechanteux, manager de transition.

Enfin on ne saurait trop recommander à ceux que le sujet intéresse la lecture du *Petit traité du compromis*. Ils y trouveront, par exemple, entre de multiples notations trop longues à citer ici, des développements sur l'art du compromis comme signe de civilisation et sur l'art du compromis de la religion catholique.

Christian Thuderoz nous a recommandé au passage une autre lecture, un livre de 1716, qui reste pour lui le meilleur traité de négociation en français : « *De la manière de négocier avec les souverains* » par François de Callières, réédité en 2002 par la librairie Droz à Genève. On peut jeter un coup d'œil sur le PDF de l'édition originale sur Gallica. bnf.fr

JCH

Contact pour le groupe compromis des Vigilants : Jean Francois Soupizet, soupizet.trujillo@gmail.com

Groupe « Les digitaux »

Groupe passionné, multiculturel et de profils variés (de sociologue à spécialiste de la conduite du changement et de la collaboration 2.0, de créateur promoteur de moteur de recherche à spécialiste d'étude bioinformatiques, d'enseignant à "hacker",), l

L'objectif partagé est de informer/motiver les dirigeants (ceux du club, mais aussi les premiers cercles autour) sur certains enjeux cruciaux du digital, de l'entreprise digitale, avec ses opportunités et ses risques. Que ce soit en termes, stratégiques ("uberisation", désintermédiations, ...), économiques (économies collaboratives), humains (accélérateur de potentiel, générations, réseaux sociaux, ...), organisationnels (transversalité).

Indépendamment des réflexions sur le fond du sujet digital, les scénarios d'action actuels sont :
- interventions de sachants et de témoins (matinales digitales), mais avec peu de dit et beaucoup d'interaction managée avec la salle, travail en petits groupes avec facilitateur...- actions de formations en 2h30 de membres sur les techniques de type blogging, twitt, flux RSS, réseaux sociaux, ...
Les acteurs arrivent inexperts avec leur laptop et repartent 2.0

Membres actuels du groupe: Stan Assier, Anne Beaufumé, Bertrand Calinou, Frédéric Dasse, Jean-François David (faciliteur), Antoine Junqua, Daniel Lechanteux, Yoann Pageaud, Vincent Ramette

J-F David



Alertes

Ukraine et Russie



Pourquoi la France ne protège pas vraiment l'Ukraine

Passés les articles d'usage (fin des combats, retrait des armes lourdes, échanges des personnes retenues illégalement, etc.) **les accords de Minsk II entérinent une partition de fait de l'Ukraine**. Ils prévoient, au plus tard fin 2015, une réforme constitutionnelle avec *comme élément clé, une décentralisation compte tenu des spécificités de certains arrondissements*, les régions de Donetsk et de Louhansk *notamment*, disent les accords avec une précision lourde de sens.

Une note en bas de page détaille ce que décentralisation veut dire ici: nomination des procureurs, création de milices et possibilité pour des Etats étrangers de conclure, directement, des accords; c'est-à-dire, en fait, la **dévolution de fonctions régaliennes**. De son côté Kiev devra fournir un *support social et économique* à ces régions plutôt mal insérées dans les échanges internationaux, obligation qui a toutes les chances d'obérer une capacité financière chancelante.

Pourquoi le gouvernement français a-t-il promu des accords si défavorables à l'intégrité ukrainienne ? Lucidité sur les rapports de force et la qualité, médiocre, des dirigeants et de l'Etat ukrainiens ? Volonté prioritaire de baisser le seuil de la violence ? Certainement. Plus lointainement **l'Ukraine n'a jamais eu la cote dans la psyché gouvernementale et diplomatique française**.

Pendant la 1^{ère} guerre mondiale, les dirigeants français qui planchaient sur la question des nationalités conclurent **qu'une Ukraine indépendante n'était pas viable et que la meilleure solution était de la maintenir au sein d'une Russie largement fédéralisée**. Paris doutait de la profondeur du sentiment national et s'opposait à tout ce qui pouvait gêner la Russie, son allié de revers. En 1919, pour les traités de paix, la France soutint les Etats-nations créés aux dépens de l'empire austro-hongrois (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) mais pas l'Ukraine, **état-nation raté du nouvel ordre international**; même devenue bolchévique, la Russie était préservée par Paris pour ses qualités géopolitiques.

Aujourd'hui **les épisodes de guerre intensifs mais maîtrisés pour prendre le contrôle des régions russophones d'Ukraine sont acceptés au nom du même réalisme**. Le gouvernement, comme les responsables qui disent haut et fort qu'il n'y avait pas de mal à annexer la Crimée, font le même choix qu'il y a un siècle : **ménager un pouvoir autocrate mais jugé important pour la position et le standing de la France plutôt que répondre au désir d'indépendance et de liberté des Ukrainiens**.

Philippe Bois

Françoise Thom : pourquoi la Russie lui fait peur



« L'état russe, comme l'état soviétique avant lui, n'est au fond qu'une gigantesque armée qui s'appuie sur une gigantesque police et sur un appareil de propagande tentaculaire. En face de cet état-garnison rassemblé autour de son chef se trouve une Europe minée de l'intérieur, démoralisée, divisée, affaiblie par la crise, handicapée par la relative médiocrité de sa classe politique, inconsciente même du danger dans lequel elle se trouve ».

Cette phrase est de l'historienne François Thom qui ne cesse d'alerter les européens sur ce que sont, à son avis, les véritables desseins de la Russie de Vladimir Poutine.

Nous n'avions pas pu relater les propos qu'elle avait tenu le **31 mars au cours d'une Matinale des Vigilants** car elle avait souhaité qu'ils restent « off ». La parution d'un grand article qu'elle signe dans le numéro de Printemps de *Politique internationale*, le numéro 147, nous donne l'occasion d'en reparler. On y retrouve une partie des idées exprimées devant le Club.

L'historienne fait remonter à Boris Eltsine les débuts de la résurgence d'une politique «néo-soviétique» que nous ne savons pas lire comme telle. Nous avons tort de penser, nous dit-elle, que la Russie demande seulement qu'on respecte ses intérêts nationaux. **Cette politique impériale vise non seulement les anciens pays vassaux de l'Europe de l'Est, mais aussi l'Europe de l'Ouest. Pour le moment, ses résultats sont surtout visibles en Ukraine, mais aussi en Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Serbie, Grèce et Chypre.**

Poutine a commencé par s'assurer du soutien de son opinion interne, notamment à l'occasion de la guerre de Tchétchénie et des attentats en Russie. La pièce maîtresse du dispositif de contrôle de l'opinion est **la chaîne de télévision Russia Today** qui disposait en 2014, nous dit Françoise Thom d'un budget de 445 millions de dollars. Parallèlement le Kremlin aurait dépensé des sommes considérables pour sa propagande à l'étranger. Toutes les idées sont bonnes, pour peu qu'elles servent les intérêts russes. C'est ainsi que la Russie se pose par exemple en rempart des valeurs traditionnelles, notamment chrétiennes.

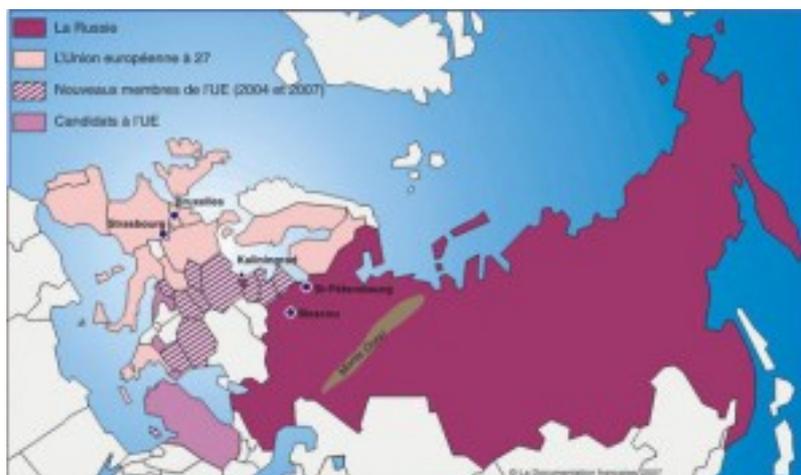
Françoise Thom parle même **d'un nouveau Komintern «rassemblant au service du Kremlin les partis d'extrême droite et d'extrême gauche, la droite chrétienne traditionnelle, les «antiglobalistes» de toutes espèces, les «souverainistes», les europhobes, les adversaires de la «finance internationale», des irrédentistes encore fort actifs dans certains pays d'Europe centrale et orientale, etc...** Elle fait partie des

observateurs qui considèrent comme importants et significatifs les voyages de Jean-Marie Le Pen en Russie et le prêt d'une banque russe au Front National de Marine Le Pen.

La Russie cherche systématiquement, nous dit Françoise Thom, à contourner les institutions plurinationales et notamment l'Union Européenne pour gérer en bilatéral ses relations avec les pays membres. Dans chaque pays elle cherche à créer un « parti russe » dont les intérêts lui sont liés.

Le gaz naturel russe qui approvisionne une partie de l'Europe est une arme essentielle de cette politique. Cette arme ayant néanmoins ses limites, la Russie s'est relancée dans une politique de réarmement et de démonstration de force militaire depuis 2007. De 2011 à 2014 les dépenses militaires ont augmenté de 20% par an pour atteindre 100 milliards de dollars (à titre indicatif le budget militaire de la France est de 42 milliards).

L'article de Françoise Thom, dont nous ne rapportons ici que les grandes lignes, est évidemment beaucoup plus riche et... fait froid dans le dos.



J. C. H.

Carton vert à la Lituanie qui rétablit le service militaire

La Lituanie vient de décider de **rétablir le service militaire**, qui avait été abrogé en 2008. La présidence lituanienne a indiqué avoir l'intention d'appeler chaque année 3500 jeunes de 19 à 26 ans sous les drapeaux pendant 9 mois. Ce pays manifeste ainsi l'intention de se doter progressivement de moyens supplémentaires de défense de son territoire.



Cette décision s'inscrit dans le contexte de la montée des **tensions géopolitiques avec la Russie**. Le gouvernement lituanien avait manifesté un vigoureux franc-parler à l'égard des actions de la Russie en Ukraine. La présidente lituanienne avait par exemple qualifié la Russie "d'Etat terroriste" en novembre 2014.

Cette annonce vient conforter les décisions prises par l'OTAN d'accroître les effectifs de sa force de réaction rapide et d'ouvrir dans 6 pays européens, dont les 3 pays baltes, des centres de commandement de l'alliance.

La décision prise n'est pas de nature à modifier les équilibres militaires (l'armée lituanienne à ce jour ne comporte que 7900 professionnels, et 4400

réservistes, sur une population de 3 millions d'habitants et on estime qu'elle est sensiblement sous-équipée), mais elle marque néanmoins une inflexion sensible et traduit une **prise de conscience critique des dangers que peut représenter la politique étrangère de la Russie pour les pays de la zone**. Le gouvernement lituanien a ainsi diffusé au début de cette année un « Manuel de survie en cas d'invasion » distribué dans les écoles et les bibliothèques publiques...

La Lituanie lance peut-être ainsi **une alerte aux autres Européens**, un signe que la défense de l'Europe doit s'envisager désormais d'une autre manière.

Groupe Long terme

Autres alertes internationales

On retrouvera également sur clubdesvigilants.com

L'Europe des Britanniques, belle vue de l'extérieur, par [Philippe Bois](#)

Qui a commandité l'attentat contre Charlie hebdo, par [Joseph Khoury](#)

Si le partenariat transatlantique échoue, par [Peter Rashish](#)

Alerte

Grèce

L'accord avec la Grèce, nouveau traité de Versailles ?

C'est ainsi que Yanis Varoufakis, le Ministre grec des Finances (démissionné depuis) qui a participé aux négociations marathon sur le plan d'aide à son pays, a dénoncé l'accord intervenu in extremis entre la Grèce et l'Eurogroupe.

Yanis Varoufakis a le sens des formules choc. Mais n'a-t-il pas raison ?

Le Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, a marqué la fin de la 1^{ère} Guerre mondiale. Entre autres dispositions, il édictait les lourdes sanctions prises à l'encontre de l'Allemagne par les Alliés.

Beaucoup d'historiens considèrent que les frustrations et les déséquilibres qu'il a créés ont été pour beaucoup dans la naissance du nazisme et de la 2^{ème} Guerre mondiale. En effet, l'état d'esprit dans lequel il a été rédigé et imposé à l'Allemagne était celui de la revanche.

L'accord entre l'Eurogroupe et la Grèce peut-il être comparé à ce fameux Traité de Versailles ?

Les membres de l'Eurogroupe n'appréciaient pas Yanis Varoufakis qui leur tenait tête et ne respectait pas leurs codes (sa démission aurait été une des conditions de l'obtention d'un accord pour éviter la sortie de la Grèce de l'Euro) et n'ont pas goûté non plus (c'est un euphémisme) l'annonce par Alexis Tsipras du référendum du 5 juillet invitant les grecs à repousser le programme d'austérité exigé par eux. Certains responsables européens se sont même directement (et, osons le mot, scandaleusement) immiscés dans cette consultation démocratique.

Alors oui, on sent comme un goût de revanche dans ce 3^{ème} plan d'aide. Il instaure en effet une véritable mise sous tutelle complète et oh combien humiliante des autorités du pays : retour des équipes d'experts de la « Troïka » (Europe, BCE, FMI) à Athènes, droit de veto des « institutions »

(comprendre : la technostructure européenne) sur toute nouvelle loi, abandon des lois adoptées depuis janvier par le gouvernement Syriza sans l'accord des créanciers, « aide

technique » de la Commission européenne (comprendre : implication de la technostructure européenne dans la gestion des affaires publiques grecques), ...

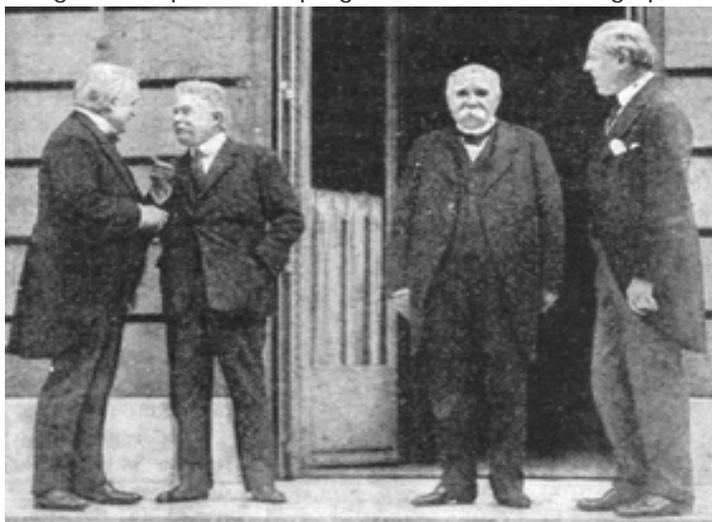
Bref ! L'Europe compte désormais parmi ses membres un « protectorat ». Qu'en penseraient ses pères fondateurs ?

Comme l'Allemagne en 1919, déclarée coupable d'avoir provoqué la guerre et sévèrement punie, la Grèce est déclarée coupable de n'avoir pas réussi à se réformer pour satisfaire aux deux plans d'aide précédents... et punie tout aussi sévèrement.

Or, cet accord, tout le monde (Christine Lagarde, Dominique Strauss-Kahn, le Nobel d'économie Paul Krugman et bien d'autres économistes de tous bords) s'accorde à le trouver techniquement irréaliste et politiquement dangereux.

Il ne semble satisfaire que les technocrates qui l'ont élaboré et les politiques qui l'ont obtenu (à l'exception notable d'Alexis Tsipras qui a déclaré "qu'il n'y croyait pas"!).

Alors, comme le Traité de Versailles, de quelles futures épreuves douloureuses (ou, pourquoi pas, dramatiques) l'accord de Bruxelles du 13 juillet 2015 est-il annonciateur ?



Bernard Bougel

Alerte

Les migrants en Méditerranée

Immigration sauvage : et si nous changions de perspective...

Nous sommes tous atterrés par le drame qui vient de se dérouler en Méditerranée : 800 morts noyés dans des conditions atroces, enfermés dans les cales de bateaux épaves (*alerte écrite en avril*). Le monde politique s'agite, s'indigne, annonce qu'il faut, qu'on doit prendre des mesures. Il semble tétanisé, impuissant.

Ces personnes qui souhaitent quitter leur pays pour vivre mieux chez nous (en Europe dans ce cas d'espèce) ont le droit de le faire. Ce **droit fondamental** est inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Devons-nous tous les accueillir ? Certes non, puisque nos capacités d'accueil sont limitées par nos ressources, nos potentialités économiques, etc.

Encore que...

L'Europe, ne l'oublions pas, c'est 510 millions d'habitants ! Les étrangers (non européens) y sont environ 21 millions, soit 4% de la population totale. 1% provient d'Afrique ou du Moyen-Orient.

Est-ce réellement trop dans un continent vieillissant ? N'avons-nous pas, collectivement, la capacité d'accueillir quelques centaines de milliers de nouveaux immigrants chaque année ?

Gardons nous de prendre des mesures qui, à l'instar de la prohibition, encouragent les trafics et font le lit des mafias. **Eriger des remparts autour de l'Europe est-ce la bonne stratégie ?**

Pourquoi ne pas accorder davantage de visas temporaires à ces candidats à l'émigration ? Au lieu de payer des milliers de dollars à des passeurs mafieux, ils pourraient voyager dans des conditions bien moins coûteuses et infiniment plus sûres.

Ensuite, de façon coordonnée au niveau européen, il faudrait les accueillir dans des camps, statuer sur chaque cas dans des délais raisonnables (quelques semaines) et les répartir au mieux des intérêts de nos pays respectifs, voire renvoyer chez eux ceux qui sont indésirables.

Tout ceci dans le respect des personnes.

Cela suppose **un cadre législatif et une organisation européens à revoir**.

De « clandestine » cette immigration deviendrait « légale », ce qui ne veut pas forcément dire « illimitée ».

Cela ne coûterait-il pas moins cher (en vies humaines, en argent) que ce à quoi nous assistons aujourd'hui ?



BB

Alerte

Economie / France

Numérisation réductrice d'emplois ou créatrice d'emplois?



Partout éclosent des groupes de travail sur la numérisation galopante de notre société. Le phénomène est irrésistible et irréversible, même si quelques villages gaulois résistent encore. La numérisation va supprimer à terme beaucoup d'emplois actuels. En combien de temps? On ne peut pas le savoir mais c'est sans réelle importance. Car le challenge est bien d'opérer cette révolution plus vite et plus habilement que les autres. Ceux qui iront moins vite et résisteront seront les perdants du jeu. Ceux qui iront plus vite et qui sauront mettre au point de meilleurs services seront gagnants.

Nos administrations et nos syndicats ont-ils compris le message ? J'en doute. Je ne peux m'empêcher de citer Viansson Ponté, qui prête, en 1965, cette pensée au Général de Gaulle : « Les siècles s'entrechoquent, les continents se soulèvent ; seule la France, éternellement sereine, va droit son chemin ».

Ne nous berçons pas d'illusions : il est urgent d'activer la numérisation de notre société, partout et y compris dans l'administration, d'admettre que cela provoquera beaucoup de suppressions d'emplois actuels, et de travailler à créer, avant les pays concurrents dans le monde entier, les nouveaux emplois nécessaires.

Philippe Tixier

Autres alertes sur clubdesvigilants.com

Ecomouv ou l'histoire d'un gachis, par le [Groupe Long terme](#)

La sixième République, par [Jean-Luc Heinrich](#)

Pour un Martin Luther King day à la française, par [Philippe Bois](#)

Les dérives d'une société menée par les réseaux sociaux, par [Michel Chevet](#)

Le but, grand oublié des associations, par [Jean-Luc Heinrich](#)

Quel est le moyen de paiement le plus gratuit, par [Jean-Claude Hazera](#)

Pourquoi cette passion de la littérature pour les imposteurs ? par [Jean-Claude Hazera](#)

Loi renseignement. Que peut-on craindre ? par [Jean-Claude Hazera](#)

Qui a peur de la déflation ? par [Jean-Luc Heinrich](#)



Débats

Economie

L'empire de la marge



« Vertueuse » quand elle se transforme en investissements et en emplois la marge des entreprises a de nombreux effets négatifs quand elle est excessive. Depuis l'école primaire nous savons que la différence entre le prix vendu et le prix coûtant s'appelle **la marge**.

La marge du distributeur s'additionne aux différentes marges déjà prélevées par l'ensemble **des intermédiaires**. Ainsi à chaque transfert le produit prend « de la valeur » **sans pour cela en être modifié dans sa nature et son usage**. « On se paye sur la bête » pour compenser ses frais mais aussi surtout pour faire de l'argent.

Faire de l'argent n'est pas le problème quand la marge est **équilibrée** mais, de plus en plus, cet équilibre n'existe plus, faire de la marge est devenu comme une mode. Dans le milieu du commerce, il est en effet à présent préférable de vendre « un » produit à forte marge plutôt que plusieurs à marge réduite.

Et en termes de marge les records ne se comptent plus ! Certaines marges des marchés de niche sont si fabuleuses qu'elles en font saliver plus d'un !

Mais les marchés de niche ne sont pas seuls concernés. Avec l'importation de produits à bas coût de fabrication (par exemple en provenance d'Asie), tout devient en effet possible en termes de marge. Le même produit qui vaut 10 sera vendu 30, 100 ou 1 000 ou plus selon le client ciblé (par exemple un patient), la localisation (par internet ou en magasin) ou la période au cours de laquelle le produit est vendu (par exemple un billet de transport). Voilà pourquoi quelquefois certains se font faire une prothèse dentaire à l'étranger.

Quel est le problème ?

Jean-Luc Heinrich

Commentaires

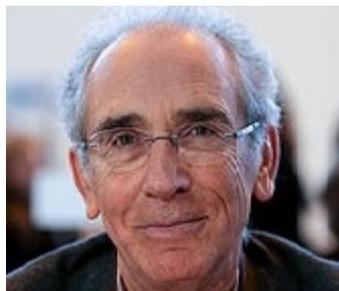
Plusieurs réactions à retrouver sur clubdesvigilants.com

Jean-Claude Hazera développe l'idée que c'est un vrai débat, important. Et notamment que les marges excessives expliquent les inégalités excessives. Bernard Bougel est moins convaincu et craint surtout la réaction française où tout finit par impôts et subventions pour corriger le marché. François développe le cas des agriculteurs.



Vie du club

Matinale avec François de Closets



« **La France à quitte ou double** » (Fayard, 2015), tel est le titre du dernier ouvrage de François de Closets, vieil ami du Club, venu dialoguer lors d'une Matinale qui s'est tenue le 28 mai dernier.

On ne présente plus François de Closets, journaliste de presse écrite et de télévision, éditorialiste, écrivain fécond (il a publié plus de 20 essais, dont la plupart sont des best-sellers) qui s'est beaucoup intéressé à la science, à l'économie, à la société française.

François de Closets est venu nous alerter : « La France est engagée dans un scénario inexorable ». Quelles sont les forces qui, selon lui, déterminent ce destin fatal ?

La première force est **notre incapacité à maîtriser les finances publiques** : nous vivons depuis 40 ans dans une situation de déficit. Déficit budgétaire, mais également déficit politique : « plus les gens parlent de développement durable, plus ils préconisent des solutions financières non durables », « laisser à nos enfants des dettes insoutenables est aussi scandaleux que de laisser une nature dévastée ».

Il le martèle : « notre déficit est ancré dans la faiblesse du politique ».

Il relève que la vision politique ne dépasse pas les échéances électorales.

La deuxième force est **le paritarisme, système qui garantit que les réformes ne se feront jamais**, les partenaires ayant intérêt à conserver le statut quo.

Il faut donc casser ce système.

La troisième force est la **déconstruction de l'identité française par les intellectuels** : « à Saint-Germain-des-Prés, on décide que n'importe qui fraîchement arrivé connaît la France... ».

Ce sont les catégories les plus fragiles, celles pour lesquelles cette identité française est la plus importante, qui en souffrent.

Or l'immigration actuelle a changé : elle prétend « attaquer l'identité française par le bas ». Il n'hésite pas à prédire que « la conjonction de la crise financière et de la montée du populisme va conduire à la prise de pouvoir par l'extrême droite ».

Il faut donc renouveler l'offre politique ou... s'attendre au pire.

Mais ajoute-t-il : « du pire on ne peut être sûr, du meilleur il n'est pas interdit d'espérer ».

Le débat s'ouvre alors autour de questions telles que : faut-il un gouvernement de Salut Public ? La solution peut/doit-elle venir du bas, des pouvoirs locaux ? Comment « décrocher » l'horizon politique des échéances électorales ? Faut-il imposer le capital pour capter une partie de l'accroissement des stocks de valeur ? Quel devenir pour l'Europe après la décision de la Grande-Bretagne de lancer un référendum sur son appartenance ? Faut-il une Europe fédérale ? Comment résorber le chômage de masse ? Faut-il un homme providentiel (comme le fut le Général de Gaulle) ? Son message étant plutôt pessimiste, que pense-t-il de délivrer un message optimiste ? Ne faut-il pas remettre en cause le mythe d'une chaîne de valeur mondiale ? Ne serait-il pas judicieux d'encourager des monnaies « relatives » ?

Pour retrouver des marges de manœuvre financières François de Closets est partisan d'un « impôt forcé » de 10% sur tous les patrimoines supérieurs à 100K€, même si elle risque de pénaliser la classe moyenne et les seniors. Il estime que le quinquennat est une mauvaise réforme (une « imbécillité »), la seule solution raisonnable étant un « septennat non renouvelable » pour sortir du court-termisme.

Face à la mondialisation, il relève que la responsabilité d'un gouvernement est de retenir et d'attirer la richesse dans son territoire. Or, malgré son attractivité, « la France se vide de sa richesse intellectuelle ». La mondialisation de la finance et des transports remet en cause l'équilibre antérieur où notre richesse reposait sur « l'exploitation des 2/3 du monde ». De ce fait « nous n'échapperons pas à une diminution de nos revenus ». En même temps « nous ne pouvons pas continuer à avoir 500 000 emplois qui ne trouvent pas preneurs ». Situation dont il estime qu'elle met en cause l'Education Nationale qui « méprise l'apprentissage ».

Face au chômage de masse il prône de retarder l'âge de la retraite, d'abaisser le coût du travail non qualifié, de revitaliser l'artisanat.

François de Closets pointe du doigt une « conspiration contre les sociétés de moins de 300 personnes », du fait du paritarisme. Il cite la complexité des comptes formation et pénibilité, ingérables par les petites structures. Il « faut redonner confiance et visibilité aux vrais acteurs ».

Il estime le système de la monnaie unique trop rigide et redoute qu'il ne soit pas soutenable. « On a fait une connerie de passer de la monnaie commune à la monnaie unique ». Il préconise de distinguer entre les « monnaies de compte » et les « monnaies vernaculaires ». « Lorsque le doute sur l'Euro viendra on verra apparaître des monnaies alternatives ».

Il réaffirme que « l'Etat s'est dessaisi de toute capacité de réformer le pays au profit des partenaires sociaux ». Ce qui nécessitera un « gouvernement de Salut Public » pour procéder aux réformes nécessaires.

François de Closets est critique à l'égard de l'Europe : il y a « trop d'Europe là où il n'y en a pas besoin (exemple : la Cour Européenne des Droits de l'Homme) et pas assez là où il y en a besoin (exemple : la coordination économique et politique) » : « on n'a pas besoin d'Europe pour plus de justice, plus de subventions ».

Enfin il ne croit pas à l'homme providentiel, rappelant l'apostrophe de Bertold Brecht : « Malheur aux peuples qui ont besoin de héros » et estimant que, lorsque les circonstances l'exigeront, la société française saura trouver une nouvelle route.

Bernard Bougel

Autres matinales récentes du club

Voir les comptes rendus en début de Vigilances

Jean-Marc Borello, le 18 juin

Christian Thuderoz, le 16 avril

François Thom, le 31 mars

Jacques Andréani nous a quittés

Le Club des Vigilants a eu la tristesse d'apprendre le décès de Jacques Andréani, Ambassadeur de France, membre du Conseil d'Administration du Club. Il a succombé à une attaque samedi 25 juillet pendant ses vacances au bord de la mer en famille, à Pornic. Philippe Bois évoque, dans le texte qui suit, ses souvenirs de travail au club avec Jacques.



J'ai connu Jacques Andréani avec le groupe de travail du club sur les Etats-Unis. Ce furent deux années de travail convivial et stimulant, agrémenté par un humour parfois corrosif qui était une facette de sa lucidité. Notre travail a bénéficié de **sa profonde sympathie pour la culture américaine** et de sa connaissance de l'administration. Il a parfaitement décrit le caractère expansif de la politique des Etats-Unis et « le jeu combiné des facteurs de puissance » qui ont conduit à une interdépendance croissante avec le reste du monde

pourtant contraire à leur vocation initiale. Il s'interrogeait sur leur supériorité éclatante et sur la difficulté à la transformer en pouvoir effectif et en résultats tangibles dans le règlement des conflits à cause notamment d'une certaine difficulté à coopérer.

Au-delà des analyses il nous a apporté le caractère irremplaçable de l'expérience, le recul par rapport aux théories et aux explications généralisées, si fréquentes sur les EU. Il nous a permis de comprendre les éléments de faiblesse et le côté hasardeux de certaines décisions. Parler avec Jacques Andréani permettait d'**appréhender la fragilité intrinsèque au système international et, de là, la raison d'être des diplomates : développer et protéger la coopération.**

La plus grande partie de sa carrière s'est déroulée pendant la guerre froide. **Il a laissé un témoignage** à mon avis **primordial, c'est celui sur la conférence d'Helsinki** —où il dirigea la délégation française— conclue par les accords de 1975. Ce fut une démarche originale et par bien des côtés très fidèle à la tradition européenne de coopération. Entre les arrière-pensées soviétiques et le magistère américain les Européens parvinrent à mettre en place **un mécanisme aux conséquences incalculables** : une reconnaissance du statu quo territorial issu de la guerre, voulu par les Soviétiques, contre un renouvellement en profondeur des échanges entre Etats et des rapports humains et l'acceptation d'une certaine ingénierie sur les droits de l'homme. Ce fut la « **troisième corbeille** ». Le Kremlin pensait s'en accommoder mais elle fut récupérée par des groupes militants et provoqua **une évolution devenue irréversible en 1989**. Il faut lire le livre d'Andréani (1), la finesse des observations sur ses collègues soviétiques qui, raconte-t-il, étaient obnubilés par l'obtention d'un « acte notarié » pour légitimer les frontières; on comprend mieux alors comment ce système soviétique, figé par le poids du passé, finit par être dépassé par des forces qu'il ne comprenait pas.

(1) *Le Piège : Helsinki et la chute du communisme, éditions Odile Jacob, 2005*

Philippe Bois

Un livre pour se souvenir de Marc

Un an déjà que Marc Ullmann, fondateur du Club des Vigilants, a disparu. Avant même de décider que le Club essaierait de lui survivre, le Conseil d'administration avait opté pour la publication d'un livre souvenir. Un vrai livre de Marc. En effet nous avons la chance de disposer d'un inédit, une esquisse de livre très cohérente qui fait le cœur de cet ouvrage.

Ce livre existe désormais. Chaque membre à jour de sa cotisation qui ne l'a pas encore peut nous le demander en s'adressant à webmaster@clubdesvigilants.com. Il est également possible d'en commander des exemplaires supplémentaires sur le site de l'éditeur, les éditions Sépia.